

CONTRAT DE LOCATION

Numéro de contrat : **PROP2018051091**

LE LOUEUR : M2M FINANCEMENT	LE LOCATAIRE	NomTest PrénomTest
Raison sociale : M2M FINANCEMENT	Raison sociale :	
1 allée de l'électronique - LE DELTA 42000 ST ETIENNE	Adresse du siège :	1 Rue Test 35000 villetest
N° SIREN : 537 376 808	N° SIREN :	
Représenté par :	Représenté par :	
En qualité de : Président	En qualité de :	
Ci-après désigné : Le "Loueur"	Ci-après désigné :	Le "Locataire"

Le Locataire déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales de Location d'Equipements Professionnels, et il convient avec le Loueur, des Conditions Particulières ci-après :

ARTICLE 1 : DÉSIGNATION DU MATÉRIEL

Le Loueur passera commande au Fournisseur ci-dessous désigné (le "Fournisseur") du matériel ci-après (le "Matériel"), choisi directement par le Locataire et que celui-ci s'engage à prendre aux conditions particulières suivantes:

Désignation du matériel	Quantité

Nom et adresse du fournisseur : ALVINA ASSURANCE 23 rue du Bignon

35135 CHANTEPIE

SMARTPHONE - I Phone X 64 Go

1

ARTICLE 2 : LIEU D'INSTALLATION

ARTICLE 3 : DUREE ET LOYERS DE LA LOCATION

Durée de Location : 24 mois à compter de la date de signature du procès-verbal de réception

Nombre de loyers : 24 mois	Montant en € H.T. : 46.50
Règlement terme à échoir par prélèvements automatiques SEPA	

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

Le Locataire déclare avoir pris connaissance des Conditions Générales et des Conditions Particulières du présent Contrat, qu'il approuve par sa signature ci-dessous.

FAIT EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX

LE LOUEUR

LE LOCATAIRE

Fait à :

Le :

Signature et cachet commercial (*):

Fait à :

Le :

Signature et cachet commercial (*):

(*) Nom & Qualité du signataire et copie pièce d'identité

Conditions Générales de Location

- Article 1 – Définitions**
- 1.1.** Comité des Engagements désigne le groupe de personnes chargées par le Loueur d'examiner la capacité financière du Locataire ainsi que les conditions économiques du contrat de location à signer.
- 1.2.** Durée Initiale de location désigne la durée de la location telle que fixée dans les Conditions Particulières pour une durée minimale et irrévocable en nombre entiers de mois, trimestres, semestres ou années, sans préjudice de l'application des articles 9 et 14 ci-après.
- 1.3.** Equipement désigne individuellement ou collectivement le matériel – au sens le plus large du terme (y compris ses accessoires) - accompagné, le cas échéant, des logiciels et des services accessoires associés à ces matériels.
- 1.4.** Fournisseur désigne, individuellement ou collectivement, le constructeur et/ou le fournisseur de l'Equipement et/ou l'éditeur de logiciels et/ou le prestataire en charge des prestations accessoires que le Locataire choisit librement.
- 1.5.** Etablissement Cessionnaire désigne tout établissement agréé en qualité d'établissement de crédit ou de société de financement, ou toute autre entité à qui le Loueur décide de céder ses droits et obligations découlant du contrat.
- Article 2 – Objet et validité**
- 2.1.** Le Contrat, constitué des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières, a pour objet la location d'Equipement dont la désignation figure aux Conditions Particulières. Le Contrat annule et remplace tous les accords antérieurs, écrits ou verbaux, se rapportant audit Equipement.
- 2.2.** Les présentes Conditions Générales et les Conditions Particulières qui l'accompagnent constituent une simple offre de contracter de la part du Loueur et ne pourront valablement l'engager qu'après avoir été signées ou contresignées par un mandataire social du Loueur en exercice au jour de la signature ou par toute personne habilitée à cet effet, après approbation du Comité des Engagements du Loueur, et ce par dérogation à l'article 1121 du Code civil. La signature par le Locataire des présentes Conditions Générales et des Conditions Particulières de location qui l'accompagnent constitue un engagement ferme et définitif de sa part. Cependant, si le Loueur ne fait pas connaître son accord dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception par ses soins des Conditions Générales accompagnées des Conditions Particulières, le Locataire pourra, après mise en demeure adressée au Loueur par lettre recommandée avec Avis de Réception se rétracter sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre, si le Loueur n'a pas renvoyé au Locataire le Contrat signé, par lettre recommandée avec Avis de Réception, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure.
- 2.3.** Toute stipulation modifiant les clauses et conditions du Contrat devra être revêtue de la signature d'une personne dûment habilitée à cet effet. Le Loueur ne sera en aucun cas engagé par un document qui ne serait pas signé par une personne habilitée. Les agents commerciaux du Loueur n'ont pas qualité à l'engager.
- 2.4.** Si plusieurs personnes physiques ou morales agissent ou sont présentées en tant que Locataire, chacune d'entre elles s'engage solidairement pour la totalité. La remise totale ou partielle de la dette ou des obligations d'un des codébiteurs solidaires par le Loueur ne libère pas pour autant les autres codébiteurs de leurs obligations à l'égard du Loueur.
- Article 3 – Choix de l'Equipement**
- Le Locataire a choisi librement, sous sa seule responsabilité, l'Equipement ainsi que le Fournisseur, en fonction des qualités techniques requises, du rendement souhaité et de ses propres besoins d'utilisation. Il s'est déterminé, en considération des impératifs qui lui sont propres, sans aucune intervention du Loueur qu'il exonère de toute responsabilité en matière de conseil sur le choix de l'Equipement loué. Il reconnaît avoir pris connaissance des spécifications techniques et des modalités d'exploitation préalablement à la location et reconnaît que les caractéristiques techniques et fonctionnelles de l'Equipement répondent à ses besoins actuels, et à ceux qu'il peut raisonnablement prévoir rencontrer pendant la durée du Contrat. Par dérogation à l'article 1721 du Code Civil, le Loueur ne pourra être tenu responsable des vices cachés ou défauts de l'Equipement, ni des dommages directs ou indirects en résultant, à l'exception de ceux causés par la négligence ou la malveillance du Loueur. En particulier, le Locataire ne pourra prétendre à aucune réduction de loyer en cas de fonctionnement défectueux de l'Equipement. Il agira dans ce cas comme décrit à l'article 12 ci-après. Il en serait de même, le cas échéant, par dérogation à l'article 1724 du Code Civil, même si l'Equipement était hors d'usage pendant plus de quarante (40) jours.
- Article 4 – Livraison, installation et réception de l'Equipement**
- 4.1.** L'Equipement est livré au lieu et à la date qui ont été convenus directement entre le Locataire et le Fournisseur préalablement aux présentes et sans nécessaire intervention du Loueur. Si ces informations figurent dans les Conditions Particulières, ce n'est qu'à titre indicatif, étant entendu que la responsabilité du Loueur ne saurait en aucun cas être engagée en cas de retard de livraison dès lors que ce retard ne lui est pas imputable et dans tous les cas, le Loueur ne saurait être tenu à une quelconque indemnisation.
- 4.2.** En cas de vente d'un Equipement par le Locataire au Loueur (Sale & Lease Back), le Locataire garantit que l'Equipement cédé au Loueur en vue de la présente location est conforme au descriptif qui figure aux Conditions Particulières et qu'il est localisé sur les sites décrits au Contrat. Le Locataire certifie qu'au jour de la vente, il est seul propriétaire de cet Equipement, que ce dernier est libre de toute charge, sûreté ou privilège, et que rien n'empêche donc sa vente au Loueur. Si cet Equipement a déjà fait l'objet d'un financement, d'une location ou d'un leasing, le Locataire certifie qu'à la date de sa vente au Loueur, toutes les obligations à l'égard de la société de financement, de location ou de leasing, ont été exécutées. Il certifie également, le cas échéant, qu'il a rempli toutes ses obligations à l'égard de l'éventuel précédent propriétaire, vendeur de l'Equipement. Le Locataire certifie que l'Equipement ne fera pas l'objet d'un autre contrat de location sous quelle forme que ce soit avec un tiers. A la demande du Loueur, le Locataire lui transmettra une copie de toutes ses factures d'achat d'origine et la preuve de leur paiement, ou, à défaut, le Locataire fournira une attestation de son commissaire aux comptes confirmant les informations qui précèdent, selon un modèle que lui fournira le Loueur. Le Locataire accepte que le Loueur ne lui paie le prix d'achat de l'Equipement qu'après avoir reçu ces documents. Le Loueur se réserve la faculté de faire procéder à tout moment, ce que le Locataire accepte expressément, à un audit physique, de tout ou partie de l'Equipement rachetés, moyennant le respect d'un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés. En conséquence, le Locataire s'engage à permettre aux personnes mandatées par le Loueur à cet effet, l'accès à ses locaux, aux horaires habituels d'ouverture.
- 4.3.** L'installation de l'Equipement est assurée par le Fournisseur aux conditions convenues avec le Locataire. Le Loueur n'assume aucune responsabilité à cet égard, sauf s'il est lui-même Fournisseur. Le Locataire devra prendre en temps utile toutes les dispositions éventuellement nécessaires au fonctionnement de l'Equipement avec le Fournisseur.
- 4.4.** S'agissant d'Equipement dont l'installation est laissée par le Fournisseur à l'initiative du Locataire, tels que les matériels « Customer set up » d'IBM, la livraison s'entend de la remise physique de l'Equipement à l'adresse du Locataire. Pour l'Equipement autre que « Customer set up », la livraison a lieu à l'installation, étant précisé que l'installation de l'Equipement doit être effectuée huit (8) jours au plus tard après la remise physique de l'Equipement. Par exception, la livraison a lieu à la date du transfert de propriété de l'Equipement au Loueur pour l'Equipement objet d'une opération de « Sale & Lease back » visée à l'article 4.2 ci-dessus.
- 4.5.** A la livraison de l'Equipement, telle que définie à l'article 4.4 ci-dessus, le Locataire est tenu de compléter et de signer (manuellement ou électroniquement) sans délai, un procès-verbal de réception sans réserve constatant la conformité de l'Equipement loué à la description figurant dans les Conditions Particulières, à ses spécifications ainsi qu'à son bon fonctionnement. En cas de défaut de conformité ou de mauvais fonctionnement de l'Equipement, il appartient au Locataire d'en aviser sans délai le Fournisseur et le Loueur et de dresser un procès-verbal de refus. Dans ce cas, il est expressément convenu entre les parties que le Loueur ne paiera pas l'Equipement et que le Locataire prendra toutes les mesures ou actions nécessaires conformément aux dispositions de l'article 12.2 du Contrat.
- 4.6.** Le Locataire s'engage à adresser immédiatement au Loueur un exemplaire original du procès-verbal de réception sans réserves ou, selon le cas, du procès-verbal de refus indiquant les causes du refus. La notification d'un procès-verbal de réception autorise le Loueur à considérer que l'Equipement est en tout point conforme à la commande, exempt de vices apparents et en bon état de fonctionnement.
- 4.7.** A défaut pour le Loueur d'avoir reçu un procès-verbal de réception dans un délai de deux (2) semaines à compter de la remise physique de l'Equipement chez le Locataire pour la totalité de l'Equipement objet des Conditions Particulières, ou, en cas de livraison échelonnée de l'Equipement, dans un délai de trois (3) mois à compter de la remise physique du premier élément de l'Equipement, le Loueur se réserve le droit :
- soit d'annuler le Contrat, de plein droit si le Locataire ne lui adresse pas un procès-verbal de réception pour l'ensemble de l'Equipement objet des Conditions Particulières dans un délai de sept (7) jours après une mise en demeure adressée par le Loueur au Locataire par lettre recommandée avec Avis de Réception. Dans ce cas, le Locataire remboursera au Loueur toutes les sommes éventuellement payées par le Loueur au Fournisseur majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, sans préjudice du recours éventuel du Locataire à l'encontre du Fournisseur ;
 - soit de limiter le démantèlement de la Durée Initiale de location à l'Equipement pour lequel il aura reçu un procès-verbal de réception en bonne et due forme et d'annuler partiellement le Contrat pour la location des autres Equipements. Dans ce cas (i) le loyer dû sera révisé d'un commun accord entre les parties et (ii) le Locataire remboursera au Loueur toutes les sommes éventuellement payées par le Loueur au Fournisseur pour l'Equipement non réceptionné majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, sans préjudice de recours éventuel du Locataire à l'encontre du Fournisseur.
- Les dispositions du présent article 4.7 ne font pas obstacle à l'application de l'indemnité prévue à l'article 14 a) 1 du Contrat quand l'absence de réception de l'Equipement ne résulte pas d'un manquement du Fournisseur.
- Article 5 – Date d'effet et durée de la location**
- 5.1.** La location de l'Equipement prend effet au fur et à mesure de leur livraison telle que définie à l'article 4.4 ci-dessus, toutefois s'agissant de l'Equipement déjà en service chez le Locataire, la location prend effet à la date d'achat de ceux-ci par le Loueur. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des articles 4.6 ci-dessus, 5.3 et 6 ci-après.
- 5.2.** La Durée Initiale de Location est fixée dans les Conditions Particulières.
- 5.3.** La Durée Initiale de la location commence à courir les 1, 10, 20 ou fin de mois de la période spécifiée aux Conditions Particulières, suivant que la réception aura été constatée dans la première, seconde ou troisième décade du mois. Cette redevance est calculée pour chaque Equipement en fonction de sa valeur d'acquisition par le Loueur par rapport à la valeur d'acquisition de la totalité de l'Equipement désigné dans les Conditions Particulières, en appliquant un prorata temporis sur la base du montant du loyer défini aux Conditions Particulières en cas de loyers variables ou de périodicité autre que mensuelle, le loyer moyen mensuel sur la durée de la location sera retenu).
- Article 6 – Loyers – Modalités de règlement**
- 6.1.** Le montant des loyers est indiqué aux Conditions Particulières. Les loyers sont fixes et non révisables pendant toute la Durée Initiale de location sous la seule réserve qui s'imposerait par suite de la variation du taux de TVA ou en général du régime fiscal de l'opération. Le Loueur a toutefois le droit d'ajuster les loyers en cas de variation du prix d'achat de l'Equipement entre le moment de la conclusion des Conditions Particulières et celui de la livraison de l'Equipement.
- 6.2.** Le Loyer a été librement négocié entre les parties. Il est forfaitaire et n'est pas nécessairement représentatif de la seule valeur de marché de l'Equipement loué. Il peut aussi refléter les flux financiers ou économiques de contrats de location antérieurs. Dans ce cas, le Locataire reconnaît avoir été pleinement informé des montants repris dans le cadre du Contrat et ce, préalablement à sa signature.
- 6.3.** Les loyers et les redevances de mise à disposition sont payés terme à échoir selon la périodicité indiquée dans les Conditions Particulières le premier jour de la période retenue. Les loyers et les redevances de mise à disposition sont portables et non quérables.
- 6.4.** Les loyers et/ou redevances mentionnés aux Conditions Particulières sont hors taxes et peuvent être facturés par voie électronique. A cet effet, le Locataire transmet au Loueur, au moment de la signature du Contrat, l'adresse mail nécessaire à la mise en place de la facturation électronique.
- 6.5.** A l'exception des redevances de mise à disposition qui peuvent être payées par chèque ou par virement sur le compte bancaire du Loueur, les loyers sont payés par prélèvement automatique sur un compte bancaire désigné par le Locataire. A cet effet, le Locataire signe deux mandats de prélèvement SEPA (un pour ATLANCE FRANCE et l'autre pour l'Etablissement Cessionnaire), selon le modèle remis par le Loueur, par lequel il autorise l'un ou l'autre à prélever le loyer et/ou la redevance et plus généralement toutes sommes dues au titre du Contrat. Les parties conviennent que le délai de pré-notification est fixé dans le mandat de prélèvement SEPA. A défaut d'indication de ce délai dans le mandat de prélèvement, les parties conviennent que la pré-notification des prélèvements par le créancier sera faite au plus tard deux (2) jours avant la date d'échéance du prélèvement. Le mandat SEPA est donné par le Locataire en référence, il est utilisable pour les autres contrats signés par le Locataire avec le Loueur. A défaut de maintien du paiement par avis de prélèvement, les loyers indiqués dans les Conditions Particulières seront de plein droit et immédiatement majorés de 1,50%.
- 6.6.** Le Locataire reconnaît que son obligation de payer les loyers et toutes autres sommes dues au titre du Contrat est absolue et inconditionnelle. Le Locataire renonce expressément à tous droits de rétentions, réduction, réclamation et/ou compensation des loyers ou autres sommes dues en vertu du Contrat qu'il pourrait opposer au Loueur pour quelque cause que ce soit.
- 6.7.** Le Locataire ne pourra se prévaloir d'un quelconque dysfonctionnement de l'Equipement, objet du contrat ou de la non-réalisation des solutions techniques attendues pour arrêter le paiement des loyers du Contrat et s'engage dès à présent à régler les loyers dans leur intégralité.
- 6.8.** En cas de retard dans le paiement de toute somme due par le Locataire, le Loueur a la faculté d'exiger le versement d'une indemnité de retard de 1,50% des sommes dues par mois à compter de la date d'exigibilité. Tout terme commencé est dû. En application de l'article L 441-6 du Code de Commerce tel que modifié par la Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012, il sera facturé une indemnité forfaitaire minimum de quarante (40) euros pour le recouvrement des sommes payées avec retard. Nonobstant cette indemnité, le Loueur bénéficie du droit, le cas échéant, de se faire rembourser, en tout état de cause les frais engagés pour tout rappel d'échéance.
- 6.9.** Le Locataire reconnaît que le traitement comptable et fiscal relatif au Contrat relève de son entière responsabilité. Toute indication qui serait donnée par le Loueur à ce sujet ou par un membre de son personnel est purement indicative, et ne saurait en aucun cas donner lieu à une quelconque responsabilité du Loueur.
- Article 7 – Frais accessoires**
- 7.1.** Tous les frais accessoires, nécessaires à la mise en service ou l'utilisation de l'Equipement sont à la charge du Locataire. Ils comprennent, entre autre, sans que cela soit limitatif, les frais de transport, de livraison, de levage, d'installation et de connexion.
- 7.2.** Sauf dérogation expresse, les logiciels (c.à.d. les programmes informatiques) et en particulier le(s) logiciel(s) d'application ne font pas partie de la location. Sont, pour les besoins de la présente disposition, assimilés aux logiciels, tous autres éléments immatériels protégés par des droits de propriété intellectuelle, nécessaires pour permettre l'utilisation de l'Equipement ou complémentaires à ceux-ci. En toute hypothèse, même si le Loueur a accepté de calculer le loyer en y incluant le coût de la mise à disposition, sous forme de droit d'usage ou sous toute autre forme, de logiciels, il est précisé que :
- a) ceux-ci ont été choisis sous la seule responsabilité du Locataire ;
 - b) le Locataire s'engage, sous sa seule responsabilité, à obtenir, le cas échéant, l'autorisation écrite de transférer au Loueur ou à ses ayants-droit tous les droits sur les logiciels. Cette autorisation écrite émanera des tiers titulaires de ces droits, qui seront eux-mêmes habilités à les transférer en vertu de brevets, copyrights ou autres droits intellectuels ;
 - c) leur utilisation demeure régie par les normes imposées par le titulaire des droits de propriété intellectuelle, que le Locataire s'oblige à respecter, à l'entière décharge du Loueur et de ses ayants-droit, qu'il garantit contre tous recours des titulaires de ces droits ou de tout autre tiers et qu'il indemniserà le cas échéant de toute conséquence dommageable de pareils recours ;
 - d) le Loueur est expressément déchargé de toute obligation de garantie d'éventuels vices ou défaut relatifs à la conformité, au fonctionnement ou aux performances de ces logiciels, mêmes si ces vices et défauts sont découverts au cours de la location ;
 - e) sauf négligence ou malveillance du Loueur, le Locataire reste en toute circonstance tenu au paiement de la totalité des redevances liées aux logiciels.
 - f) l'article 12 ci-après s'applique également aux logiciels.
- 7.3.** De la même façon, les prestations accessoires à la mise à disposition de l'Equipement qui pourraient être intégrées par le Loueur dans le cadre du Contrat à la demande du Locataire sont réalisées par un prestataire choisi sous la seule responsabilité du Locataire. Le Loueur ne saurait en aucun cas être responsable de l'exécution desdites prestations et le Locataire renonce à se prévaloir à l'endroit du Loueur de toutes les exceptions qu'il pourrait opposer au prestataire et s'interdit de retenir de quelque manière que ce soit les sommes dont il est débiteur vis-à-vis du Loueur ou de différer tout paiement devant être effectué au titre du Contrat. De même, cette intégration ne conduit, de convention expresse entre les parties, à aucune indivisibilité de ces prestations accessoires avec l'obligation de mise à disposition de l'Equipement, quand bien même il n'y aurait qu'un loyer global. En conséquence, le Locataire reconnaît faire son affaire personnelle de toute défaillance du prestataire de ces services accessoires et s'interdit de solliciter à ce titre la résiliation éventuelle du Contrat.

Article 8 – Entretien, réparation, exploitation

8.1. La fourniture du courant électrique, l'aménagement des locaux, les accessoires et les éléments complémentaires nécessaires, incombent au Locataire. A cet effet, il doit notamment s'informer utilement, en temps opportun, auprès du Fournisseur de l'Equipelement et se conformer à ses indications. L'Equipelement doit être installé en un local permettant son bon fonctionnement, conservation et entretien.

8.2. Le Locataire s'engage à maintenir, à ses frais et pendant toute la durée de la location, l'Equipelement en bon état de fonctionnement et à se conformer à toutes les instructions et directives communiquées par le Fournisseur concernant son utilisation. En particulier, sans que cela limite son obligation générale ci-dessus, le Locataire devra souscrire un contrat de maintenance avec le Fournisseur, ou une société de maintenance agréée par le Loueur, pendant toute la durée de la location pour les risques non couverts par la garantie du Fournisseur et au terme de cette garantie pour la durée de location restant à courir pour l'ensemble des risques. A la demande du Loueur, le Locataire fournira une copie des conditions de garanties et du contrat de maintenance au Loueur. Pour l'Equipelement faisant l'objet d'une certification du Fournisseur de type MSQ d'IBM, il est expressément convenu que si le Locataire décide de souscrire un contrat de maintenance avec une société tierce autre que le Fournisseur, le Locataire s'engage à prendre à sa charge tous les frais, quels qu'ils soient, exigés afin que la société de maintenance qu'il a choisie puisse accepter l'Equipelement sous contrat.

8.3. Le Loueur n'étant pas le Fournisseur et n'assurant pas l'entretien et la maintenance, ne pourra être tenu responsable en cas de détérioration, de mauvais fonctionnement ou de dommages causés par l'Equipelement. Par dérogation expresse aux dispositions de l'article 1724 du Code civil, le Locataire renonce à toute indemnité et droit à résiliation vis-à-vis du Loueur, sauf bénéfice de la garantie du Fournisseur et sous réserve de l'application des dispositions de l'article 12.2 ci-dessous, même dans le cas où l'Equipelement est hors d'usage pour quelques cause et durée que ce soit. L'arrêt de l'utilisation de l'Equipelement ou le retard dans sa mise en service quelle qu'en soit la cause, ne peut entraîner vis-à-vis du Loueur la suspension ou la résiliation du Contrat, ni justifier d'une réduction du loyer ou du versement d'une indemnité.

8.4. Tous équipements, pièces ou accessoires incorporés à l'Equipelement en cours de location en remplacement de pièces devenues défectueuses, deviennent immédiatement et de plein droit la propriété du Loueur sans qu'aucun remboursement ou indemnité ne puisse être réclamé par le Locataire.

8.5. Le Loueur, ou toute autre personne désignée par lui, a toujours la possibilité pendant la durée de la location, à l'occasion ou après sa résiliation ou résolution judiciaire d'effectuer toute inspection et vérification de l'état et de l'usage de l'Equipelement. Il peut toujours contrôler l'exécution de toutes réparations ou incorporations de pièces. Toute modification importante dans les conditions d'utilisation doit être soumise préalablement à l'approbation expresse du Loueur. Le Locataire doit aviser le Loueur dès constatation de toute détérioration, avarie ou destruction de l'Equipelement et de tout accident causé à, ou par, celui-ci, sous peine de devoir supporter toutes les conséquences dommageables de ce retard. Le Locataire s'interdit de modifier ou d'ouvrir l'Equipelement sans l'accord préalable et écrit du Loueur.

Article 9 – Evolution

9.1. Le Locataire pourra, avec l'accord préalable et écrit du Loueur si la modification est d'une valeur d'achat supérieure à 300 € Hors Taxes pour les matériels de type PC et d'une valeur supérieure à 1.000 € Hors Taxes pour les autres matériels, apporter des reconfigurations ou adjonctions à l'Equipelement, à condition toutefois que ces reconfigurations ou adjonctions ne perturbent pas le fonctionnement et la maintenance normale de l'Equipelement, ne créent aucun risque quant à la sécurité et ne réduisent pas la valeur de l'Equipelement de quelque manière que ce soit. Avant la restitution de l'Equipelement, sauf avis contraire écrit du Loueur, le Locataire devra remettre l'Equipelement dans son état antérieur et réparer tout dommage qui en résulte. A défaut, la propriété de toute pièce remplacée, de tout accessoire incorporé ou de toute adjonction dans l'Equipelement au cours de la location sera acquise aussitôt au Loueur, sans récompense ni indemnité au profit du Locataire ou de tiers.

9.2. Le Locataire pourra à tout moment pendant la durée du Contrat, demander au Loueur de faire évoluer l'Equipelement. Les modalités de mise à disposition de cette évolution seront mutuellement convenues entre les parties et donneront lieu à la signature d'un nouveau contrat de location aux conditions suivantes :

- accord du Comité des Engagements sur ce nouveau contrat. Cet accord ne sera pas refusé pour des motifs déraisonnables ;

- la nouvelle Durée Initiale de Location est au minimum égale à celle des contrats d'origine ; - le nouveau loyer est au minimum égal à la somme des loyers des contrats d'origine.

Article 10 – Déplacement de l'Equipelement

10.1. Tout déplacement de l'Equipelement hors du lieu d'installation précisé dans les Conditions Particulières concernées doit être autorisé préalablement et par écrit par le Loueur et effectué conformément aux instructions du Fournisseur.

10.2. Toutefois, s'agissant de matériel de type PC, le Locataire est autorisé à déplacer l'Equipelement loué sous réserve d'informer le Loueur de ces déplacements. Les déplacements de l'Equipelement ne modifient en rien l'obligation du Locataire de régler les loyers dus au titre du Contrat. Tout déplacement devra s'effectuer aux frais et sous la seule responsabilité du Locataire vers un établissement du Locataire situé en France métropolitaine dont une liste sera fournie au Loueur. Le Locataire fournira au Loueur lors de ces déplacements la date du mouvement et les coordonnées du nouveau site d'accueil. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux matériels portables qui peuvent être librement déplacés sous l'entière responsabilité du Locataire, en France métropolitaine ou à l'intérieur de l'Union Européenne, le site de rattachement de l'équipement étant réputé le siège social du Locataire ou le lieu indiqué dans les Conditions Particulières.

Article 11 – Propriété de l'Equipelement

11.1. Le Loueur ou ses ayants-droit sont propriétaires ou ont le droit de disposer de l'Equipelement. Aucune clause du Contrat ne pourra être interprétée comme transférant au Locataire ou toute autre partie le droit de propriété ou tout autre droit du Loueur, ou de ses ayants-droit, sur l'Equipelement à l'exception des droits inhérents à la qualité de Locataire.

11.2. Toute cession de l'Equipelement par le Locataire, à titre onéreux ou à titre gratuit, et toute affectation en garantie de l'Equipelement sont interdites. La sous-location et toute cession des droits résultant pour le Locataire du Contrat sont subordonnées à l'autorisation préalable et écrite du Loueur.

11.3. En cas de tentative de saisie de l'Equipelement, le Locataire doit en aviser immédiatement le Loueur, élever toutes protestations et prendre toutes mesures pour faire reconnaître les droits, notamment de propriété, du Loueur. Si la saisie a eu lieu, il doit faire diligence, à ses frais, pour en obtenir la mainlevée.

11.4. En cas de cession ou de nantissement de son fonds de commerce, le Locataire doit prendre toutes dispositions nécessaires et faire diligence pour que l'Equipelement ne soit pas compris dans la cession ou le nantissement, et pour que le droit de propriété du Loueur sur l'Equipelement soit porté en temps utile à la connaissance du cessionnaire ou du créancier nanti.

11.5. Dans le cas où l'Equipelement est placé dans un local ne lui appartenant pas, le Locataire, préalablement à l'installation de l'Equipelement, s'engage à informer par écrit le propriétaire des locaux des droits du Loueur et à adresser, à bref délai, tout justificatif à ce dernier.

11.6. Le Loueur pourra, à tout moment, faire apposer sur une pièce essentielle et visible de l'Equipelement des plaques ou autres systèmes d'identification inamovibles indiquant que ledit Equipement est la propriété du Loueur ou de ses ayants-droit. Le Locataire devra faire en sorte que ces plaques ou moyens d'identification ne soient pas cachés, altérés ou enlevés.

11.7. Le Contrat ne peut être interprété comme transférant un quelconque droit de propriété ou tout autre droit au Locataire sur les éventuels produits sous licence. Il incombe au Locataire d'obtenir toute licence avant l'utilisation des produits sous licence. Le Locataire s'engage à considérer les produits sous licence comme des informations confidentielles du propriétaire, à observer les restrictions de droits d'auteur, et à ne pas reproduire, ni vendre les produits sous licence.

Article 12 – Garantie, Responsabilité

12.1. Il est rappelé que le Loueur n'est ni le constructeur ni le concepteur de l'Equipelement. En conséquence, le Loueur ne saurait en aucun cas être responsable des dommages résultant d'un vice de construction ou de conception. Au cas où sa responsabilité serait engagée, le Loueur ne répondra que des conséquences de sa faute lourde ou intentionnelle et ne sera en aucun cas responsable des dommages indirects ou des pertes financières en résultant.

12.2. Le Locataire est subrogé dans tous les droits du Loueur pour toutes actions contre le Fournisseur ou le concepteur résultant du contrat de vente ou de la garantie légale contre les vices cachés. Il est tenu d'intenter, le cas échéant et à ses frais, toute action relative à l'Equipelement contre le Fournisseur ou le concepteur et devra en informer immédiatement le Loueur. Si nonobstant les dispositions qui précèdent, le Contrat était déclaré caduc, résolu ou résilié par suite ou à l'occasion de l'annulation, la résolution ou la résiliation du contrat de vente de l'Equipelement, ou du contrat de licence, notamment en raison d'un manquement du Fournisseur à ses obligations, le Locataire sera solidairement et irrévocablement tenu avec le Fournisseur vis-à-vis du Loueur ou de son cessionnaire, du remboursement de la totalité des sommes versées par le Loueur au Fournisseur au titre de l'acquisition de l'Equipelement et de l'exécution des obligations dont le Fournisseur, ses ayants cause ou ayants droit seraient ou viendraient à être redevables à l'égard du Loueur.

Article 13 – Responsabilité civile, Dommages à l'Equipelement

a) Responsabilité civile, assurances

13.1. A partir de la livraison de l'Equipelement et jusqu'à sa restitution au Loueur, le Locataire, en sa qualité de gardien et d'utilisateur de l'Equipelement, répond en toutes circonstances vis-à-vis du Loueur et/ou de tous tiers de tous dommages causés à leur personne comme à leurs biens du fait de l'Equipelement, même si le dommage est dû à un vice de construction ou à un défaut de montage. Le Locataire s'engage à indemniser et à garantir le Loueur ou ses ayants-droit contre tous frais, action, dommage, et responsabilité résultant du choix de l'Equipelement, de sa possession, de son utilisation, de sa maintenance ou de son contrôle par le Locataire.

13.2. Le Locataire s'engage à souscrire pendant la durée de la location une police garantissant sa responsabilité civile de gardien utilisateur de l'Equipelement pris en location avec abandon de recours contre le Loueur ou ses ayants-droit. Il s'engage à obtenir de ses assureurs que le Loueur, ou l'Etablissement Cessionnaire le cas échéant, bénéficie de la qualité d'assuré additionnel en tant que propriétaire de l'Equipelement. Il doit adresser au Loueur à première demande de ce dernier une attestation justificative de son assureur. La police souscrite par le Locataire devra comporter l'engagement des assureurs de :

- règlement au Loueur seul des indemnités,
- renoncer à tout recours contre le Loueur,
- renoncer à opposer au Loueur les causes de déchéances ou de réduction proportionnelle d'indemnité,
- notifier au Loueur, avec préavis d'un mois, toute annulation, résiliation, suspension ou réduction des garanties,
- notifier au Loueur tout retard dans le paiement des primes.

b) Responsabilités en cas de dommages et perte de l'Equipelement

13.3. A partir de la livraison de l'Equipelement et jusqu'à sa restitution au Loueur, le Locataire est et demeure responsable de tous les risques de vol, de détérioration et/ou de destruction partielle ou totale de l'Equipelement, quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas fortuit ou de force majeure.

c) Sinistres

13.4. Dans tous les cas de sinistres, le Locataire s'engage à en informer le Loueur dès que possible et au plus tard dans les deux (2) semaines à compter de la survenance du sinistre par lettre recommandée avec Avis de réception, et à le tenir informé de la suite donnée par son assureur à ce sinistre jusqu'à son complet règlement.

13.5. En cas de sinistre partiel, le Locataire doit remettre l'Equipelement en état à ses frais et continuer à payer régulièrement ses loyers.

Dès justification de cette remise en état, au vu des factures de réparation acquittées, le Loueur remboursera au Locataire du montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir.

13.6. En cas de sinistre total ou considéré comme tel par l'expert, le Locataire doit :

- soit remplacer à l'identique et à ses frais l'Equipelement, c'est à dire remplacer l'Equipelement d'origine par un Equipement ayant les mêmes performances, et le locataire s'engage à signer un avenant constatant la substitution du matériel et le transfert de la propriété du nouveau matériel au loueur. Le Loueur remboursera au Locataire le montant des indemnités reçues des compagnies d'assurances en opérant le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir.
- soit demander la résiliation du Contrat et verser au Loueur une indemnité égale aux loyers échus impayés TTC et à la totalité des loyers HT restant dus au moment du sinistre, majorée de la valeur financière de l'équipement dans les livres du Loueur, augmentée des frais de trésorerie éventuellement subis par le Loueur et sous réserve de la réception de l'indemnité ci-dessus, le loueur versera au locataire l'indemnité perdue de la compagnie d'assurance après avoir opéré le cas échéant une compensation sur les sommes que ce dernier pourrait lui devoir. La résiliation ne pourra prendre effet qu'à compter de la date de règlement de ladite indemnité. Dans ce dernier cas, le Locataire sera déchargé de son obligation de restitution de l'équipement sinistré.

Les conséquences de toute franchise, insuffisance de garantie ou d'absence d'indemnité, quelle qu'en soit la cause, seront à la charge du seul Locataire qui en devra, le cas échéant, garantie au Loueur.

13.7. En cas de sinistre, soit total, soit partiel non couvert par la police du Locataire, ce dernier s'engage à réparer le préjudice subi par le Loueur du fait de la détérioration, du vol, de la perte de l'Equipelement et, le cas échéant, de la résiliation consécutive de la location. A cet effet, il doit assurer à ses frais la remise en état de l'Equipelement si l'Equipelement peut être réparé, ou, par dérogation à l'article 1722 du Code civil, acquiescer à ses frais exclusifs mais au nom et pour le compte du Loueur, un Equipement neuf de même type que celui sinistré ou, s'il n'est plus fabriqué, un Equipement neuf de performances équivalentes. Si la location devait être résiliée à la suite du sinistre total, la location du nouvel Equipement fera l'objet d'un nouveau contrat de location conclu dès à présent et irrévocablement aux mêmes conditions que celles du Contrat résilié. La nouvelle location prendra effet à la date de résiliation du précédent contrat, pour une durée égale à celle restant à courir au titre du contrat résilié. A défaut d'exécution, pour quelque cause que ce soit, de ses obligations dans un délai de trois (3) mois à compter du jour du sinistre, le Locataire est, de plein droit, redevable envers le Loueur des sommes définies à l'article 14.4 ci-dessous.

Article 14 – Résiliation

a) Résiliation par le Locataire avant la Date d'Effet de la location

14.1. Si, après la signature du Contrat par les deux (2) parties, le Locataire le résilie avant la Date d'Effet de la Location, il sera redevable envers le Loueur d'une indemnité d'annulation aux fins de compensation de l'immobilisation de l'équipement du Loueur de mettre l'Equipelement à sa disposition, égale à six mois de loyer H.T. prévus aux Conditions Particulières (en cas de loyers progressifs ou dégressifs, le loyer moyen sur la période de location sera retenu). Cette indemnité sera augmentée des taxes en vigueur. De plus le Locataire devra rembourser au Loueur toutes les sommes déjà versées au Fournisseur pour l'achat de l'Equipelement majorées des intérêts calculés au taux de 1,5% par mois, ou prendre en charge le paiement de toutes sommes non encore payées dues par le Loueur au Fournisseur pour l'achat de l'Equipelement. L'annulation ne sera reconnue effective qu'à la date de règlement des sommes dues.

14.2. Cette faculté de résiliation est exclue pour les contrats se substituant à un/des contrat(s) antérieur(s) ou pour les avenants au Contrat existant.

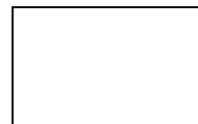
b) Résiliation en cours de Contrat

14.3. Le Contrat peut être résilié de plein droit par le Loueur, sans aucune formalité judiciaire :

(i) huit (8) jours après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec Avis de Réception, en cas de non-exécution par le Locataire d'une seule de ses obligations légales ou contractuelles, ou bien en cas de non-paiement à échéance d'un seul terme de loyer. Toutes offres de payer ou d'exécuter ses obligations ultérieurement à l'expiration du délai précité ne sauraient priver le Loueur du droit d'exiger la résiliation encourue ;

(ii) sans mise en demeure préalable, par simple courrier recommandé adressé avec Avis de Réception, en cas de détérioration financière du Locataire pouvant raisonnablement faire craindre au Loueur un défaut d'exécution de ses obligations par le Locataire si ce dernier n'est pas en mesure, ou refuse, de fournir au Loueur les garanties supplémentaires que celui-ci lui aura demandées ;

(iii) sans mise en demeure préalable, par simple courrier adressé en recommandé avec Avis de Réception, en cas de diminution des garanties et sûretés, en cas de liquidation amiable, cession amiable ou forcée de son fonds de commerce par le Locataire, dévolution de son patrimoine par succession, en cas de redressement ou liquidation judiciaire, selon les modalités prévues à l'article L 622-13 du code de commerce. L'exécution par le Locataire de ses obligations contractuelles ainsi que le paiement régulier des loyers ne sauraient priver le Loueur du droit d'exiger la résiliation encourue.



14.4. Dans l'éventualité des cas prévus à l'article 14.3 ci-dessus, le Locataire doit immédiatement verser au Loueur, sans mise en demeure préalable, outre les sommes dues à la date de la résiliation, une somme égale hors taxe au solde des loyers hors taxe dus jusqu'au terme contractuel de la location, éventuellement majorée de tous frais et honoraires, même non répétibles, taxes et intérêts légaux et des frais éventuels de remise en état, de démontage, d'emballage et d'expédition de l'Equipe-ment restitué. L'Equipe-ment et ses accessoires devront immédiatement être remis en bon état au Loueur, à l'endroit déterminé par lui et aux conditions définies à l'article 15 ; au besoin le Locataire autorise dès à présent le Loueur à pénétrer dans les locaux où se trouveront les biens loués, afin de récupérer ceux-ci. Les dispositions ci-dessus relatives à la résiliation ne peuvent être interprétées comme une renonciation du Loueur à exiger en lieu et place de ladite résiliation l'exécution forcée du Contrat jusqu'à son terme.

14.5. Pour assurer la bonne exécution du Contrat et des Conditions Particulières, le Locataire doit en outre payer une indemnité égale hors taxe à dix (10) % du montant de la somme due par application de l'article 14.4 ci-dessus.

14.6. Dans l'hypothèse où pour répondre aux besoins d'investissement du Locataire, divers Equipements ont fait l'objet de contrats de location distincts, il est expressément créé entre eux, par la volonté des parties, un lien d'indivisibilité de telle sorte que notamment la résiliation de l'un quelconque des contrats, pour quelque motif que ce soit, entraîne, si bon semble au Loueur, la résiliation de tous les autres contrats, avec application des articles 14.4 et 14.5.

c) Résiliation en fin de Contrat et cas assimilés

14.7. Chacune des parties est tenue de notifier son intention de mettre fin au Contrat au terme de la Durée Initiale de location prévue aux Conditions Particulières par lettre recommandée avec Avis de Réception et ce neuf (9) mois au moins avant l'arrivée du terme de la Durée Initiale de location, à charge pour le Locataire de restituer l'Equipe-ment au terme du Contrat. Dans le cas contraire, au-delà de cette durée, le Contrat est prolongé par tacite reconduction pour des périodes successives d'un an aux mêmes conditions et sur la base du dernier loyer (en cas de loyers variables, le loyer périodique linéaire moyen pondéré sera retenu), le préavis étant dans ce cas ramené à six (6) mois avant l'expiration de chaque période annuelle de reconduction en cours.

14.8. Dans tous les cas où le Locataire ne restituerait pas l'Equipe-ment objet du Contrat dans un délai de cinq (5) jours à compter de la résiliation du Contrat alors même qu'il aurait résilié ledit Contrat dans les formes et délais requis, le Contrat serait de plein droit conventionnellement prorogé pour une période de six (6) mois minimum et ainsi de suite de semestre en semestre, aux mêmes conditions et au même loyer que mentionné ci-dessus (dernier loyer ou loyer linéaire moyen pondéré).

Les dispositions de l'article 6 relatives aux loyers, notamment quant à la date d'exigibilité, au recouvrement, aux modalités de paiement et aux indemnités de retard conventionnelles au taux de 1,5% par mois sont applicables dans leur intégralité.

Article 15 – Restitution de l'Equipe-ment

15.1. A la fin de la location, ou en cas de résiliation du Contrat, le Locataire doit immédiatement restituer l'Equipe-ment complet, y compris câbles, manuels et autres accessoires, en bon état d'entretien et de fonctionnement suivant les standards du Fournisseur au siège social du Loueur ou à l'adresse indiquée par celui-ci. Tous les frais afférents au démontage, à la déconnexion, à l'emballage, à l'enlèvement et/ou au transport de l'Equipe-ment en retour, sont à la charge exclusive du Locataire, qui demeure tenu des obligations de garde et d'assurance ci-dessus mentionnées jusqu'à restitution effective de l'Equipe-ment au Loueur.

15.2. Pour l'Equipe-ment éligible à l'émission par le Fournisseur d'une lettre de qualification type MSQ letter d'IBM, le Locataire s'engage à fournir au Loueur à la date de restitution une lettre du Fournisseur certifiant que l'Equipe-ment est qualifié pour le contrat de maintenance du Fournisseur et à prendre en charge tous les frais de réparation et/ou de mise à niveau technique requis par le Fournisseur pour la prise d'effet d'une maintenance nouvelle. Les termes et conditions du Contrat resteront en vigueur pour l'Equipe-ment concerné jusqu'à l'obtention d'une telle re-certification. Pour l'Equipe-ment non éligible à la qualification de maintenance du Fournisseur, le Locataire prendra en charge, ou, selon le cas, remboursera au Loueur sur présentation des justificatifs, les frais éventuels de tests et de remise en état de l'Equipe-ment. Si ces frais s'avèrent supérieurs à la valeur marché de l'Equipe-ment restitué, le Locataire paiera au Loueur une indemnité égale au montant de cette valeur marché établie sur la base des valeurs publiées par au moins trois (3) organismes indépendants.

15.3. Dans le cas où le Locataire refuserait de restituer l'Equipe-ment, il suffirait pour l'y contraindre d'une ordonnance.

Article 16 – Cession - Délégation - Nantissement

16.1. Le Locataire reconnaît que le Loueur l'a tenu informé de l'éventualité d'une cession, d'un nantissement, d'une délégation ou d'une subrogation en tout ou en partie dans les droits et obligations découlant du Contrat (ci-après nommé « l'Opération ») au profit d'un Etablissement Cessionnaire avec possibilité pour ce dernier de le rétrocéder au Loueur, cette Opération pouvant être définitive ou temporaire. Dans l'hypothèse d'une telle cession, le Locataire reconnaît également que le Loueur l'a informé que de l'éventualité d'une rétrocession du Contrat par l'Etablissement Cessionnaire au bénéfice du Loueur à l'échéance du Contrat (ci-après désignée dans son ensemble par le terme « l'Opération »). Le Locataire consent dès à présent et sans réserve à une telle Opération et s'engage à signer à la première demande du Loueur et dans les cinq (5) jours, tout document nécessaire à la régularisation juridique et administrative de l'Opération concernée. Cette Opération pourra, le cas échéant, lui être signifiée dans son ensemble, par lettre recommandée avec Avis de réception ou par l'envoi d'une facture par le Loueur (le nom du cessionnaire du Contrat étant celui mentionné par l'émetteur de la facture).

16.2. A compter de la date de l'Opération, le Locataire se trouvera de plein droit obligé envers l'Etablissement Cessionnaire – qui est substitué à ATLANCE FRANCE comme Loueur de l'Equipe-ment à compter de la date de cession et vice-versa en cas de rétrocession - pour le paiement de toutes sommes dues au titre du Contrat et le respect de toutes ses obligations de Locataire. A ce titre, il ne pourra faire de compensation, de déduction, ou de demande reconventionnelle en raison de droits de créances d'exception, qu'il pourrait faire valoir contre le Loueur. De plus, l'Etablissement Cessionnaire n'ayant participé ni au choix du Fournisseur, ni à celui de l'Equipe-ment, ni à la définition de sa configuration, le Locataire renonce à tout recours à l'encontre de l'Etablissement Cessionnaire du fait de la construction, de la livraison, du fonctionnement ou de l'installation de l'Equipe-ment. Le mandat de prélèvement SEPA visé à l'article 6.4 sera établi en faveur de l'Etablissement Cessionnaire. Les accords établis entre le Loueur et le Locataire en dehors du cadre du Contrat ne sont pas opposables à l'Etablissement Cessionnaire. A l'inverse, les accords conclus entre le Locataire et l'Etablissement Cessionnaire susceptibles de porter atteinte aux droits actuels ou futurs du Loueur, ne sont pas davantage opposables à ce dernier.

16.3. Dans le cas où le Loueur donnerait l'Equipe-ment loué en gage au profit de tiers, le Locataire reconnaît et accepte expressément être constitué tiers détenteur du gage représenté par l'Equipe-ment loué, et ce pour le compte du bénéficiaire du gage.

16.4. Il est convenu que l'Opération ne modifie en rien les engagements pris à l'égard du Locataire par le Loueur qui conserve ses responsabilités et obligations, telles qu'elles découlent des articles 9.2 et 13.4 du Contrat. Toutefois, toute modification du Contrat devra faire l'objet d'un avenant signé entre le Locataire et le Loueur et dûment accepté par l'Etablissement Cessionnaire.

Article 17 – Taxes et frais

17.1. Tous frais et taxes dus en raison de la location, de l'utilisation ou de la restitution de l'Equipe-ment et plus généralement de l'exécution des présentes, y compris ceux dont le Loueur est le débiteur légal, sont à la charge entière et exclusive du Locataire, de telle sorte que les loyers hors taxes convenus soient perçus par le Loueur nets de tous frais, taxes et impôts. En particulier, les sommes dues au titre des articles 14 et 15 sont majorées des taxes applicables. Il en sera notamment ainsi pour ce qui concerne la Taxe Professionnelle au sens de l'article 1447 et suivants du Code Général des Impôts ou toute autre taxe qui la remplacerait, lorsque le Loueur sera assujéti à son paiement en raison de la qualité du Locataire.

17.2. Le montant des taxes réglées par le Loueur est facturé au Locataire et acquitté par lui dès réception du relevé récapitulatif. Il peut demander au Locataire de le couvrir du montant estimé dudit relevé.

Article 18 – Election de domicile, compétence

18.1. Pour l'exécution du Contrat, les parties font élection de domicile au siège de leur société ou domicile principal respectif.

18.2. TOUS LITIGES AUXQUELS PEUT DONNER LIEU L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS DU LOUEUR ET DU LOCATAIRE SONT DE LA COMPÉTENCE EXCLUSIVE DES TRIBUNAUX DU SIEGE SOCIAL DU LOUEUR OU DU BAILLEUR CESSIONNAIRE.

18.3. Le Contrat ainsi que ses avenants sont soumis au droit français.

19 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Le Locataire est informé que le Loueur est susceptible de recueillir certaines informations à caractère personnel afin d'être en mesure d'exécuter le Contrat et d'effectuer le suivi de la relation client, tels que notamment, numéro de téléphone et adresse de courrier électronique des collaborateurs du Locataire impliqués directement ou indirectement dans la gestion ou l'exécution du Contrat. Ces données sont exclusivement destinées aux personnels du Loueur et/ou de l'Etablissement Cessionnaire, ainsi qu'aux sociétés de leur groupe le cas échéant, ayant besoin d'en connaître.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, le Locataire bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations le concernant, qui peut être exercé en s'adressant au siège social du Loueur (à l'attention de la Direction de la relation Clients) et, le cas échéant, au siège social de l'Etablissement Cessionnaire (en cas d'application de l'article 16 des présentes Conditions Générales). Le Locataire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Article 20 – Dispositions diverses

20.1. Les dispositions du Contrat constituent l'intégralité des engagements pris réciproquement par les parties.

20.2. Il est expressément convenu entre les parties, que si une clause du Contrat était nulle ou sans objet, elle serait réputée non écrite et n'entraînerait pas la nullité des autres dispositions.

20.3. Les titres des clauses du Contrat n'ont qu'une valeur classificatoire, en cas de contradiction entre les titres et leur contenu, le contenu fera foi.

20.4. Sans préjudice des dispositions de l'article 13.3 des présentes Conditions Générales, aucune des parties ne saurait être tenue pour responsable de retard ou de manquement à ses obligations si ledit retard ou manquement était dû à un événement de force majeure tel que, sans que cette liste soit exhaustive, le blocage des moyens de transport, de télécommunication ou d'approvisionnement, pour quelque raison que ce soit, le tremblement de terre, l'incendie, la tempête, l'inondation, les grèves totales ou partielles, l'absence de fourniture d'énergie électrique, etc.

20.5. Chaque partie s'engage à garder strictement confidentiels le Contrat et les informations et documents qui lui auront été présentés comme tels par l'autre partie, étant entendu que toute information tombée dans le domaine public ou obtenue indépendamment de l'exécution du Contrat ne peut être considérée comme confidentielle. Le Loueur est autorisé à transmettre le Contrat à l'Etablissement Cessionnaire sans que cela ne constitue un manquement à la présente clause.

20.5. Du fait notamment de la réalisation de l'Opération auprès d'établissements bancaires, certaines obligations dont celle de la conformité, obligent le Loueur à recueillir auprès du Locataire, lors de la signature du Contrat et de toutes Conditions Particulières ou avenants ultérieurs y afférents, tous les justificatifs attestant des pouvoirs du signataire du Locataire et de son identité (pouvoir du Conseil d'Administration, copie de la pièce d'identité du signataire, etc.). Le Locataire s'engage, en conséquence, à lui remettre tous les documents nécessaires à ce titre.

EN FOI DE QUOI, les parties ont conclu le Contrat et chacune d'elles affirme et garantit que la personne dont la signature figure ci-dessous est, à la date du Contrat dûment habilitée à signer ce dernier pour la société concernée suivant les procédures en vigueur.

Paraphe

Notice d'information du contrat d'assurance collectif à adhésions facultatives souscrit par un mandataire du réseau :

par l'intermédiaire de la société de courtage d'assurances ALVINA Assurance, marque déposée par BeMove, SA au capital de 58 128€ (garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530-1 et L 530-2 du Code des Assurances) immatriculé à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le numéro : 16000196, auprès de AmTrust International Underwriters DAC, 40 Westland Row, Dublin 2, Irlande autorisée et réglementée par le «Central Bank of Ireland». Numéro d'immatriculation de la société : 169384. AmTrust International Underwriters DAC est une entreprise d'assurance Européenne exerçant en France en LPS (Libre prestation de services) depuis son siège social (ce qui peut être vérifié sur le site de l'ACPR, Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution). ALVINA est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) – 61 rue Taitbout – 75436 Paris cedex 09.

COMMENT ADHÉRER?

-La garantie Zen/Premium est accessible à tous les clients particuliers et professionnels (commerçants, artisans, professions libérales, associations...) propriétaires d'un appareil acheté neuf ou reconditionné dans le point de vente du réseau référencé ci-dessus
-Un seul Appareil peut être couvert par adhésion.
-L'adhésion se fait dans le point de vente par signature numérique. La signature manuscrite peut également être proposée. Dans ce cas, le bulletin d'adhésion complété et signé devra être adressé à ALVINA – Formule Zen/Premium Adhésion dans les 72 heures suivant la date d'achat de l'appareil, le cachet de la Poste faisant foi.

DÉFINITIONS CONTRACTUELLES

Adhèrent : la personne physique majeure ou morale désignée sur le bulletin d'adhésion, redevable de la cotisation d'assurance. L'Adhèrent est la personne assurée, sauf mention contraire et désignation d'un Assuré au bulletin d'adhésion.

Appareil garanti : téléphone portable de norme GSM ou UMTS, tablette ou montre connectée dont les références figurent sur le bulletin d'adhésion, acheté neuf ou reconditionné par l'Adhèrent dans le point de vente.

Appareil de remplacement : Appareil de marque et de modèle identique à l'Appareil garanti ou, s'il n'est plus commercialisé ou disponible, de performance similaire et dont le prix T.T.C. ne peut excéder la Valeur d'indemnisation de l'Appareil garanti au jour du sinistre.

Assuré : la personne physique, désignée au bulletin d'adhésion, qui est l'utilisateur de l'Appareil garanti. C'est la seule personne bénéficiant des garanties.

Carte SIM : la Carte SIM délivrée par l'opérateur de téléphonie mobile au titre d'un abonnement GSM ou UMTS, utilisée pour le fonctionnement de l'Appareil garanti.

Casse accidentelle : toute destruction ou toute détérioration totale ou partielle extérieurement visible, nuisant au bon fonctionnement de l'Appareil garanti et provenant d'un événement extérieur à l'Assuré, soudain et imprévisible.

Déchéance : Perte du droit à indemnité résultant de l'inexécution par l'Assuré de ses obligations après la survenance d'un sinistre, sauf cas fortuit ou force majeure et dans la mesure où ce manquement nous cause un préjudice.

Dépréciation : Perte de valeur de l'Appareil garanti, calculée sur la base de 1,50% par mois suivant la date d'achat de l'Appareil garanti.

Franchise : montant restant à la charge de l'Adhèrent.

Négligence : comportement /attitude de l'Assuré résultant d'un défaut d'attention, de précaution, de prudence ou de vigilance de ce dernier sur l'Appareil garanti et qui est à l'origine du dommage ou en a facilité sa survenance.

La Négligence est caractérisée lorsque de l'Appareil garanti est laissé sans surveillance immédiate, ou dans un endroit où il n'est pas à l'abri d'un dommage (bris, Oxydation, Vol) prévisible, qu'il s'agisse d'un lieu public ou privé.

Exemples: le fait de laisser de l'Appareil garanti dans un véhicule et visible de l'extérieur, sur le rebord d'une fenêtre, d'une piscine, d'un évier ou directement exposé aux éléments climatiques.

Oxydation : détérioration ou corrosion superficielle par effet chimique, dûment constatée sur l'Appareil garanti, nuisant à son fonctionnement.

Oxydation accidentelle : oxydation résultant d'une cause extérieure à l'Assuré, soudaine et imprévisible.

Plafond de garantie : montant maximum de prise en charge du sinistre par l'assureur, indiqué sur le bulletin d'adhésion.

Perte : la perte accidentelle provenant d'un événement imprévu et soudain.

Propriété de l'Appareil remplacé : Si l'Appareil garanti est irréparable après un dommage accidentel ou s'il fait l'objet d'un Vol, celui-ci devient la propriété de l'assureur.

L'Adhèrent s'engage donc à remettre à ALVINA, l'Appareil garanti non réparable ou retrouvé après un vol ou une perte.

Réparation : ALVINA s'engage à prioriser la Réparation de l'Appareil garanti endommagé auprès de son partenaire agréé dans la mesure où celle-ci est réalisable et dans la limite de la Valeur d'indemnisation.

Tiers : toute personne autre que l'Adhèrent, son conjoint ou concubin ses ascendants ou descendants, et toute personne non autorisée par l'Adhèrent à utiliser l'Appareil garanti.

Valeur d'indemnisation : valeur d'achat toutes taxes comprises (hors subvention opérateur) de l'Appareil

garanti acheté neuf ou reconditionné dans le point de vente, déduction faite de la Dépréciation.

Vol : soustraction frauduleuse de l'Appareil garanti.

Vol avec agression : Vol commis au moyen de toute menace ou violence physique ou verbale à l'encontre de l'Assuré.

Vol par effraction : Vol commis au moyen du forçement, dégradation ou destruction du dispositif de fermeture du local, du véhicule ou du bien dans lequel l'Appareil garanti est enfermé.

QUELLES SONT LES GARANTIES?

Formule PREMIUM :

- La Réparation ou la fourniture à l'Adhèrent d'un Appareil de remplacement en cas de Casse accidentelle, de Vol, de Perte ou d'Oxydation, dans la limite de la Valeur d'indemnisation de l'Appareil garanti au jour du sinistre et d'un sinistre par année d'assurance.

- Le remboursement à l'Adhèrent des communications effectuées frauduleusement par un Tiers avant l'enregistrement par l'opérateur concerné de la mise en opposition de sa Carte SIM, dans la limite de 3 jours ouvrés suivant la date et l'heure du Vol de l'Appareil garanti, et dans la limite de 150€ TTC par sinistre garanti et par année d'assurance. L'ensemble des communications frauduleuses consécutives à un même Vol ou Perte constitue un seul et même sinistre.

- Le remboursement à l'Adhèrent du Vol des accessoires achetés en même temps que l'Appareil garanti et volés concomitamment, dans la limite de 500€ TTC par sinistre garanti et par année d'assurance.

- Le remboursement à l'Adhèrent du contenu téléchargé frauduleusement sur l'Appareil garanti, en cas de Vol ou de perte dans la limite de 300 € par sinistre garanti et par année d'assurance.

Formule ZEN :

- La Réparation ou la fourniture à l'Adhèrent d'un Appareil de remplacement en cas de Casse accidentelle dans la limite de la Valeur d'indemnisation de l'Appareil garanti au jour du sinistre et d'un sinistre par année d'assurance.

LES EXCLUSIONS DE GARANTIE

Ne sont pas garantis les dommages résultant de :

- La faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré;
- Le Vol ou les dommages matériels de l'Appareil garanti résultant de la Négligence de l'Assuré;
- Le Vol de l'Appareil garanti commis par le conjoint de l'Adhèrent ou l'Assuré, son concubin, ses ascendants ou descendants ou de ses préposés;
- La Casse accidentelle, l'Oxydation, le Vol ou la Perte de l'Appareil garanti si l'utilisateur n'est pas l'Assuré au moment des faits;
- La disparition ou la perte inexpliquée;
- Les dommages se limitant aux batteries d'alimentation, à l'antenne, aux câbles d'alimentation ou de la liaison entre les appareils;
- Les dommages de l'Appareil d'origine interne tels que dysfonctionnements ou pannes ou relevant de la garantie accordée par le constructeur;
- Tout Appareil garanti dont le numéro IMEI est invisible ou altéré;
- L'usure normale ou vice propre à l'Appareil garanti;
- Le Vol de l'Appareil garanti commis par effraction d'un véhicule terrestre à moteur si le Vol a lieu sur la voie publique entre 22h00 et 7h00;
- Le Vol de l'Appareil garanti par suite de dépossession volontaire non précédée d'une agression physique ou verbale;
- Toute casse ou Oxydation pour laquelle l'Adhèrent ne peut fournir l'Appareil garanti;
- Les dommages d'ordre esthétique, tels que rayures, égratignures, écailllements ne nuisant pas au fonctionnement normal de l'appareil;
- L'utilisation non conforme aux normes et prescriptions du constructeur;
- La guerre civile ou étrangère, l'embargo, la confiscation, la capture ou destruction par ordre d'un gouvernement ou d'une autorité publique, la désintégration du noyau atomique, le rayonnement ionisant.

QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE?

Sous peine de non garantie, sauf cas fortuit ou de force majeure, tout sinistre devra être déclaré directement par l'Adhèrent, dans les 5 jours ouvrés, par tout moyen à ALVINA – Formule Zen/Premium Sinistre du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 au 02 90 22 52 37 ou par email : contact@ALVINAassurances.com.

Démarches complémentaires :

1 - En cas de Vol avec agression, Vol avec effraction, Vol ou Perte, l'Adhèrent doit :

- Mettre immédiatement en opposition sa Carte SIM et confirmer cette opposition par écrit dans les **3 jours ouvrés** auprès de son opérateur;
- Mettre immédiatement en opposition auprès de l'opérateur le numéro IMEI de l'Appareil garanti afin de rendre celui-ci inopérant lors d'une utilisation ultérieure;
- Dans un délai de **3 jours ouvrés** suivant le sinistre, adresser à ALVINA un courrier sur lequel l'Adhèrent attestera sur l'honneur des circonstances précises du Vol et précisera avoir fait le nécessaire auprès de son opérateur, indiquera les références de l'Appareil garanti (marque, modèle et numéro de série/IMEI).
- En cas de Perte : l'Adhèrent doit entreprendre les démarches nécessaires pour retrouver l'Appareil garanti et notamment en cas de Perte dans un moyen de transport public, l'Adhèrent doit enregistrer ladite Perte auprès du bureau des objets perdus. L'Adhèrent doit déclarer la Perte dans les plus brefs délais et dans les 72 heures à l'assureur via ALVINA avec une déclaration sur l'honneur dans laquelle doivent être mentionnées les circonstances de la Perte (date, heure, lieu, circonstances ou événement). L'assureur se réserve le droit de demander que l'Adhèrent établisse un procès-verbal auprès des autorités compétentes et réclame auprès de son opérateur le justificatif de la mise en opposition de la carte SIM et de l'IMEI.

2 - En cas de Casse accidentelle, d'Oxydation ou d'Oxydation accidentelle, l'Adhèrent doit, dans un délai de **5 jours ouvrés** suivant le sinistre, déclarer son sinistre à ALVINA Zen/Premium Sinistre en indiquant la date du sinistre, les circonstances du sinistre, les références de l'Appareil garanti (marque, modèle, n° de série/IMEI).

Toute réticence ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque ou du sinistre expose l'Adhèrent aux sanctions prévues par le Code des assurances c'est-à-dire une réduction de l'indemnité ou une nullité des garanties (articles L.113-8 et L.113.9 du Code des assurances). Toute fausse déclaration pourra faire l'objet de poursuites pénales par l'assureur.

QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES À

FOURNIR EN CAS DE SINISTRE?

- **Dans tous les cas** : la copie de la facture d'achat de l'Appareil garanti; une déclaration sur l'honneur précisant les causes, les circonstances, la nature et la date du sinistre, la copie du bulletin d'adhésion ou du certificat de garantie, la copie d'une pièce d'identité.
- **En cas de Perte, Vol, Vol avec agression ou Vol par effraction** : la confirmation par l'Assuré de la mise en opposition de la Carte SIM et la confirmation de la mise en opposition du n° IMEI, la copie du dépôt de plainte obtenu auprès des autorités compétentes en cas de Vol.
- **En cas d'utilisation frauduleuse de la Carte SIM** : la copie de la facture détaillée mentionnant les communications effectuées frauduleusement.
- **En cas de Vol des accessoires** : la copie de la facture d'achat de l'Appareil garanti avec mention des accessoires.
- **En cas de téléchargement frauduleux** : la copie de la facture du téléchargement.

Pour tout sinistre, ALVINA se réserve le droit de demander l'avis d'un expert ainsi que toute autre pièce justificative utile à l'appréciation des circonstances du sinistre.

QUELLES SONT LES MODALITÉS

D'INDEMNISATION?

Pour les adhésions dont le paiement de la prime annuelle s'effectue de façon fractionnée (mensuellement ou autre) : en cas de sinistre en cours d'année d'assurance, il sera demandé à l'Adhérent de solder la prime annuelle restant due au titre du présent contrat préalablement à la prise en charge du sinistre.

Pour les adhésions bénéficiant du premier mois de garantie "offert" : en cas de sinistre au cours de ce premier mois de garantie offert, il sera demandé à l'Adhérent de solder la prime annuelle restant due au titre du présent contrat préalablement à la prise en charge du sinistre.

Dès que le dossier est complet et après réception, le cas échéant, du rapport d'expertise demandé par l'assureur, l'Adhérent recevra dans un délai de 5 jours un courrier ou email confirmant la position retenue.

Si la garantie est considérée comme acquise :

- si l'indemnité consiste à une Réparation : l'Adhérent devra envoyer à ses frais l'Appareil garanti à l'adresse du réparateur partenaire de ALVINA Assurance ;
- si l'indemnité consiste dans la fourniture d'un Appareil de remplacement : l'Adhérent devra se présenter avec ledit courrier dans un point de vente du réseau précité pour obtenir l'Appareil de remplacement ;
- suite à tout sinistre, l'Appareil endommagé devient la propriété de l'Assureur.

TERRITORIALITÉ

Les garanties produisent leurs effets dans le monde entier.

DATE D'EFFET ET DURÉE DE L'ADHÉSION

La garantie prend effet à la date d'achat du téléphone, de la tablette ou de l'objet connecté sous réserve de la signature du bulletin d'adhésion en même temps que l'achat de l'Appareil garanti, du paiement effectif de la première cotisation à l'assureur et du respect des conditions d'adhésion stipulées au paragraphe «Comment adhérer».

Le contrat est lié à un engagement de **un an** et se poursuit ensuite sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties.

LA COTISATION D'ASSURANCE

La cotisation annuelle T.T.C. par adhésion est indiquée sur le bulletin d'adhésion. Elle est payable d'avance, à la souscription de l'adhésion. Toutefois, à la demande expresse de l'adhérent, elle peut être réglée par prélèvement automatique mensuel sur le compte bancaire désigné à cet effet sur le bulletin d'adhésion.

Le paiement mensuel de la cotisation par l'adhérent ne le dispense pas, en cas de non-paiement d'une échéance mensuelle, de régler le solde de la cotisation annuelle restant dû à la demande express d'ALVINA.

En cas de sinistre, il sera demandé le paiement intégral de la cotisation annuelle avant l'indemnisation du sinistre par carte bancaire dans un délai de 48 heures.

En cas de non-paiement de la cotisation dans les 48 heures, l'assureur se réserve le droit de refuser la prise en charge du sinistre. En cas de non-paiement de tout ou partie de la cotisation 10 jours après son échéance, une mise en demeure pourra être envoyée à l'Adhérent. Faute de paiement de la prime impayée dans les 30 jours de l'envoi de cette mise en demeure, les garanties seront suspendues. Si le paiement intervient dans les 10 jours de cette suspension, les garanties reprendront le lendemain midi du paiement. A défaut, le contrat sera résilié 10 jours après la date de suspension des garanties (article L 113-3 du code des assurances). Tout incident de paiement entraînera, outre la mise en demeure de l'Adhérent et le recouvrement de la cotisation, une pénalité contractuelle de 8 €.

MODIFICATION DE L'ADHÉSION

En cas d'échange d'appareil dans le cadre de la garantie constructeur et pour continuer de bénéficier des garanties, l'Adhérent doit transmettre par écrit à ALVINA – Formule Zen/Premium Adhésion les références du nouvel appareil (marque, modèle, n° de série/IMEI) dans les quinze jours maximum qui suivent ce changement. Toute autre modification concernant l'adhésion (d'adresse, de RIB et de toutes les déclarations effectuées à la souscription) doit être déclarée dans le mois de sa survenance par écrit à : ALVINA – Formule Zen/Premium - BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX.

En cas de changement volontaire d'appareil ou dans le cadre d'un sinistre, l'Adhérent devra souscrire un nouveau contrat d'assurance et résilier celui dont il n'a plus l'utilité.

LES CAS DE RÉSILIATION DE L'ADHÉSION

Par l'Adhérent :

-Au terme de son engagement, par lettre recommandée adressée à ALVINA – Formule Zen/Premium, au plus tard 2

(deux) mois avant l'échéance.

-Pendant sa période d'engagement, l'Adhérent pourra s'il le souhaite résilier son contrat. Cette procédure entraînera le paiement des mois restants jusqu'au terme de son engagement.

-Au-delà de sa période d'engagement, par lettre recommandée adressée à ALVINA – Formule Zen/Premium Adhésion, sous condition d'un préavis de 1 (un) mois.

Par l'assureur :

A l'échéance annuelle de l'adhésion (par lettre recommandée adressée à l'Adhérent au plus tard **2(deux) mois** avant l'échéance) ou en cas de non-paiement des cotisations (voir au paragraphe «La cotisation d'assurance»).

De plein droit :

- En cas de disparition ou de destruction totale de l'Appareil garanti n'entraînant pas la mise en jeu des garanties du présent contrat ni de la garantie constructeur.

LES AUTRES DISPOSITIONS

En cas de non-paiement :

Tout incident de paiement des mensualités entraînera une procédure de suspension des garanties. Une régularisation sera demandée par ALVINA. Chaque prélèvement rejeté entraînera une pénalité contractuelle de 8 euros. Après trois mois consécutifs d'impayés, la formule sera résiliée. Il appartient à ALVINA d'entamer une procédure de clôture de contrat. ALVINA s'octroie le droit d'effectuer toutes les démarches et recours nécessaires en cas de refus de régularisation.

En cas de non-paiement de deux échéances consécutives, ALVINA pourra exiger le paiement immédiat et intégral de la cotisation annuelle due, majoré des frais bancaires supportés par ALVINA.

Correspondance / accueil téléphonique :

Toute demande de renseignements, précisions complémentaires concernant l'adhésion devra être adressée par courrier à ALVINA – Formule Zen/Premium – BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX, ou par téléphone : 02 90 22 52 37 du lundi au vendredi, de 09h00 à 17h00 ou par email : contact@alvinaassurances.com

Déclaration de risque :

Conformément aux articles L113-8 et L113-9 du Code des assurances, toute réticence ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du risque ou du sinistre connus de l'Assuré l'expose à des sanctions telles que la réduction de l'indemnité ou la nullité du contrat.

Subrogation:

Conformément aux dispositions de l'article **L121-12** du Code des Assurances, les assureurs sont subrogés, jusqu'à concurrence de l'indemnité versée par eux, dans les droits et actions de l'Adhérent contre les Tiers.

Pluralité d'assurances :

Conformément aux dispositions de l'Article **L121-4** du Code des Assurances, quand plusieurs assurances pour un même intérêt, contre un même risque, sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties de chaque contrat, et dans le respect des dispositions de l'Article **L121-1** du Code des Assurances.

Dans ces limites, vous pouvez vous adresser à l'assureur de votre choix.

Quand elles sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues à l'article **L121-3** du code des assurances (nullité du contrat plus dommages et intérêts) sont applicables.

Prescription :

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par 2 ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Article **L114-1** du Code des Assurances :

Toutefois, ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action de l'Assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un Tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce Tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Article **L114-2** du Code des Assurances :

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'Assuré à l'assureur

en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article **L114-3** du Code des Assurances :

Par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord,

ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Réclamation et médiation :

Pour toute réclamation relative aux conditions d'application de la garantie Zen/Premium, l'Adhérent peut écrire à ALVINA – Formule Zen/Premium Sinistre BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX. En cas de désaccord ou d'absence de réponse, l'Adhérent peut adresser une réclamation en reproduisant les références du dossier, par courrier exclusivement accompagné de la copie des pièces se rapportant à son dossier, en exposant précisément ses attentes au service désigné ci-après : ALVINA – département « réclamations », BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX.

Le Département Réclamations s'engage à accuser réception de la réclamation dans les 10 (dix) jours ouvrables suivant sa date de réception (même si la réponse à la réclamation est également apportée dans ce délai) et, en tout état de cause, à apporter une réponse à la réclamation au maximum dans les 2 (deux) mois suivant sa date de réception (sauf circonstances particulières dont l'Adhérent sera alors tenu informé).

En cas de rejet ou de refus de faire droit en totalité ou partiellement à la réclamation par le Département Réclamations, l'Adhérent peut alors s'adresser, en mentionnant les références du dossier concerné et en joignant une copie des éventuelles pièces justificatives :

- Au Financial Ombudsman Service (FOS) :

o Par écrit : Financial Services Ombudsman, 3rd Floor, Lincoln House, Lincoln Place, Dublin 2, D02 VH29, Ireland.

o Par téléphone : +35 31 6620899

o Ou Par Email: enquiries@financialombudsman.ie

- Ou au médiateur de la Fédération Française des Assurances (FFA) :

o Par écrit : Monsieur le Médiateur de la FFA, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09

- Ou à la plate-forme en ligne de résolution des différends de la Commission Européenne en utilisant le lien suivant : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>

Loi Informatique et Liberté :

Conformément à la loi informatique et liberté n° 78-17 du 6 Janvier 1978, l'Adhérent peut demander communication suppression et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à l'usage de l'assureur ou du point de vente; ce droit peut être exercé par lettre adressée à ALVINA – Formule Sécurité Adhésion.

Correspondance/accueil téléphonique :

Toute demande de renseignements, précisions complémentaires concernant l'adhésion devra être adressée par courrier à ALVINA – Formule Zen/Premium Adhésion BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX, ou par téléphone : 02 90 22 52 37 du lundi au vendredi, de 09h à 17h ou par email : contact@alvinaassurances.com

Toute déclaration de sinistre devra être adressée à : ALVINA – Formule Zen/Premium Sinistre - BP 47129 - 35571 CHANTEPIE CEDEX, ou par téléphone : 02 90 22 52 37 du lundi au vendredi, de 09h à 17h ou par email : contact@alvinaassurances.com